

STATEMENT DISCOURS

MINISTER
FOR
INTERNATIONAL
TRADE.

MINISTRE
DU
COMMERCE
EXTÉRIEUR.



NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE L'HONORABLE JAMES KELLEHER,
MINISTRE DU COMMERCE
EXTERIEUR, A UN SEMINAIRE
SUR LE COMMERCE

SASKATOON

LE 10 OCTOBRE 1984

Il me fait plaisir de me retrouver à Saskatoon pour ce séminaire sur le commerce. Nous avons ici un excellent exemple de la façon dont les gouvernements fédéral et provinciaux peuvent collaborer avec l'industrie pour rechercher de nouveaux marchés et accroître nos exportations.

Ce séminaire n'est que l'une des quelque 250 activités prévues pendant le Mois canadien de l'Exportation. La semaine dernière, j'ai participé à une grande exposition commerciale à Washington et inauguré un nouveau Centre d'information sur le commerce à Ottawa. Ce Centre, appelé Info Export, est une grande initiative du Mois de l'Exportation. Il est logé au ministère des Affaires extérieures. Les exportateurs peuvent le rejoindre sans frais par téléphone pour contacter rapidement des professionnels du commerce qui pourront leur donner de l'information et des renseignements sur les marchés.

Le Mois de l'Exportation est au nombre des grandes activités prévues pour accroître la "sensibilisation à l'exportation". Le Mois poursuit deux objectifs. Le premier est de mieux sensibiliser le public au rôle central que jouent les exportations dans notre économie nationale. Le deuxième est de créer une "mentalité d'exportateur" chez les représentants de nos petites et moyennes entreprises de façon à stimuler de nouvelles initiatives sur les marchés extérieurs.

Notre message aux gens d'affaires est bien simple: c'est que les marchés d'outre-mer offrent à la fois des possibilités et des défis sans précédent. Les possibilités sont presque illimitées, bien qu'elles exigent de l'initiative, de l'imagination et de la détermination. Le grand défi est de produire et de vendre des biens de qualité à des prix concurrentiels. L'urgence d'améliorer notre compétitivité à l'étranger est l'un des grands thèmes du Mois canadien de l'Exportation.

Un autre message très important est qu'il existe un grand nombre de mécanismes d'orientation et d'appui pour aider en permanence le chef d'entreprise disposé à élargir ses débouchés ou à en ouvrir de nouveaux.

J'aimerais saisir cette occasion pour dire un mot des programmes d'appui que le gouvernement fédéral offre aux exportateurs. L'un des mécanismes les plus importants et les plus dynamiques - si on le mesure par l'aide financière qu'il accorde - est le Programme de développement des marchés d'exportation, appelé PDME.

Au fil des ans, le PDME a fourni plus de cent millions de dollars pour financer plus de 23 000 projets. A ce jour, ces projets ont généré pour près de 4,5 milliards \$ en exportations déclarées. C'est un bon coefficient de rentabilité. Et j'aimerais l'améliorer encore.

Le Programme a su - et sait toujours s'adapter aux besoins des exportateurs canadiens. Mais il ne peut continuer à le faire que s'il évolue avec le temps. Une bonne partie de cette évolution ne sera possible qu'à l'instigation de l'industrie et du monde des affaires et que dans le sens qu'ils lui auront donné. De fait, certains indices laissent présager que, de l'avis de nos exportateurs, le PDME devrait faire l'objet d'un nouvel ajustement.

L'un des ajustements envisagés est un accroissement du nombre des visites de prospection d'un marché donné qu'une entreprise pourra effectuer chaque année avec l'aide du PDME.

Ce serait un développement important à deux points de vue. Premièrement, il permettrait aux entreprises de donner suite à leur visite initiale de prospection d'un marché, de s'y désigner des représentants et de confirmer ou de modifier leurs constatations initiales. Deuxièmement, il donnerait aux entreprises une plus grande marge de manoeuvre pour planifier leurs activités de marketing à l'étranger et plus de temps pour les mettre en oeuvre sur le terrain.

Nous sommes de plus en plus sensibilisés au lien qui existe entre d'une part la technologie de conception et de fabrication et, d'autre part, le succès sur les marchés extérieurs. Le PDME peut financièrement appuyer la coopération industrielle qui contribue à vendre des compétences et des techniques canadiennes. Malheureusement, il n'a pas été utilisé pour aider nos entreprises à trouver des techniques étrangères qui pourraient être exploitées pour renforcer notre compétitivité. J'ai l'intention d'examiner ce point attentivement. Nous pourrions peut-être utiliser mieux le PDME sous ce rapport, c'est-à-dire comme moyen d'améliorer notre productivité au pays et notre compétitivité à l'étranger.

Quel que soit le mode d'action choisi, je peux vous assurer que ce gouvernement écoute ses gens d'affaires. Il prendra les mesures que nos gens d'affaires pourront raisonnablement lui proposer. De façon plus générale, nous sommes déterminés à favoriser et améliorer la capacité qu'ont nos entreprises de remettre les Canadiens au travail, parce que c'est ce qui nous permettra de retrouver notre équilibre et notre prospérité économiques.

Le Premier ministre a récemment déclaré que la première tâche du nouveau gouvernement est le renouveau économique - élargir le commerce, attirer de nouveaux investissements et rechercher de nouveaux marchés - et qu'en instaurant un climat de croissance économique vigoureuse, nous voulons créer les nouveaux emplois que nos gens méritent et dont ils ont besoin.

Aujourd'hui, j'aimerais vous parler d'un élément clé de notre plan de croissance économique - soit du lien essentiel à établir entre la technologie et le commerce.

Lorsque l'on parle aujourd'hui de technologie, on pense habituellement à la production d'ordinateurs, de satellites et autres choses du genre.

Oui, la production de ces produits de pointe est importante, et nous avons à notre actif certaines réalisations remarquables.

Mais il est encore plus important de savoir comment nous utilisons la technologie - pour produire des biens et des services attrayants et répondant au prix et à la qualité qu'exigent les marchés.

C'est le message que j'ai livré au nom du Premier ministre lorsque j'ai récemment pris la parole à la réunion annuelle de la Chambre de commerce du Canada.

Dans cette allocution, j'esquissais les cinq grandes hypothèses qui soutiendront les politiques du nouveau gouvernement en matière de technologie et de formation; et je pense vous les rappeler aujourd'hui.

Premièrement, il est clair que des taux d'intérêt moins élevés, une base de capital plus solide et l'accès aux marchés sont des conditions essentielles à un accroissement des dépenses privées de R-D. Personne ne va investir en R-D s'il ne peut se le permettre.

Deuxièmement, l'exiguïté du marché canadien signifie que nous devons non seulement encourager la production de techniques canadiennes, mais aussi l'adaption de techniques étrangères. Nous devons ensuite encourager la diffusion de ces techniques et de se savoir-faire dans l'ensemble du pays -- au niveau de la ferme, de l'usine et du bureau.

Troisièmement, nous croyons que la "révolution de l'information" consiste essentiellement en l'application des nouvelles techniques aux industries existantes - qu'il s'agisse de la fabrication, de l'agriculture, de l'exploitation minière, de l'exploitation forestière, etc.

Quatrièmement, nous croyons qu'une réforme fiscale est également nécessaire pour rediriger l'investissement vers cette activité essentielle de création d'emploi. Les changements fiscaux refléteront notre conviction que les stimulants devraient remplacer les subventions, que la définition du "développement" devrait être élargie et que la législation fiscale devrait mieux refléter l'idée voulant que la recherche et le développement soient une composante intégrale du processus de production, et non une activité distincte.

Cinquièmement, les politiques visant à encourager la conception, l'application et la diffusion de nouvelles technologies devront être complétées par des politiques destinées à former les Canadiens à leur utilisation.

Et nous croyons que les recommandations des deux groupes de travail du Caucus sur le recyclage et le chômage des jeunes constituent un excellent point de départ.

Ces recommandations sont innovatrices, prospectives et rentables.

Elles permettront de former des gens qui viendront occuper les nouveaux emplois générés par des technologies et des modes d'échange complexes et évolutifs.

L'utilisation de la technologie est la clé de l'amélioration de notre compétitivité.

Mais nous ne produirons pas cette technologie sans coopération.

La Saskatchewan nous donne un bel exemple d'une coopération du gouvernement, des universités et de l'industrie pour développer les compétences requises sur le marché international. Les recherches faites ici sur les fibres optiques, le matériel pour les satellites, les nouvelles techniques agricoles, la biotechnologie et le contrôle des procédés industriels font de cette province le site de certaines des nouvelles initiatives les plus intéressantes en matière d'innovation technologique au Canada.

Je veux m'assurer que le gouvernement fédéral appuie ces initiatives. Au sein même de mon Ministère, des changements seront effectués de façon à rassembler nos directions scientifiques et technologiques et à leur donner nettement pour mandat d'appuyer les efforts privés de commercialisation des exportations. Mais nous tenterons aussi d'améliorer le transfert des techniques, surtout dans les secteurs pour lesquels nous n'avons pas développé de solutions canadiennes, ou ne pouvons le faire. Nos conseillers scientifiques à l'étranger collaboreront étroitement avec nos délégués commerciaux dans l'intérêt de nos gens d'affaires.

Il existe au Canada un très large consensus voulant qu'il nous faille nous engager pleinement envers l'expansion et la diversification de notre commerce d'exportation. Notre défi maintenant est d'appliquer ce consensus à l'équation technologie-commerce, ainsi qu'au maintien de l'excellence du Canada dans ce domaine.

C'est aujourd'hui l'une des premières fois que je m'adresse à des exportateurs depuis que j'ai assumé mon poste de ministre, et ma toute première allocution dans l'Ouest du Canada. Je voudrais vous faire savoir clairement comment notre nouveau gouvernement abordera les relations fédérales-provinciales dans le domaine du commerce et comment je vois le commerce international comme une entreprise de coopération.

Le Mois de l'Exportation appelle la participation des deux paliers de gouvernement, du monde syndical et du secteur privé. J'aimerais que cette attitude - cette politique de collaborer à des objectifs communs - constitue une priorité tout au long de l'année, et non seulement pendant le Mois de l'Exportation. Et je commence dès aujourd'hui. Cet après-midi, je rencontrerai Eric Berntson à Regina et, vendredi, le ministre chargé du Commerce dans le gouvernement manitobain. J'entends être ouvert aux idées et préoccupations provinciales tout comme je souhaite écouter les préoccupations et les suggestions de l'industrie et du monde du travail.

J'ose espérer que, en matière de développement et de promotion du commerce, nos activités se compléteront plutôt que de se chevaucher ou de se concurrencer. Nous partageons un même objectif - celui d'améliorer la capacité de nos exportateurs et d'accroître le niveau de notre commerce d'exportation. Et je suis confiant que nous y réussirons si nous travaillons ensemble.

Si nous travaillons ensemble, nous pouvons instaurer un climat de croissance rapide et de création d'emplois.

Si nous travaillons ensemble, nous pourrons faire mieux. Et nous le ferons.

Je vous remercie.